



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

Chemin du Pommier 5
Case postale 330
1218 Le Grand-Saconnex
Genève – Suisse
www.ipu.org

Discours d'ouverture du 131^{ème} Assemblée de l'UIP du Président de l'Union interparlementaire, M. Abdelwahad Radi,

Genève

13 octobre 2014

Monsieur le Secrétaire général,
Monsieur le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève,
Chers Présidents et Présidentes de parlement,
Chers collègues,
Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un plaisir que de prendre la parole devant vous aujourd'hui à Genève, pour la 131^{ème} Assemblée de l'UIP. Comme vous le savez, nous célébrons cette année les 125 ans de notre organisation. Cette Assemblée n'est donc pas une Assemblée ordinaire, loin s'en faut. J'aimerais faire une petite parenthèse personnelle. C'est en effet la dernière fois que je m'adresse à vous pour une cérémonie inaugurale en tant que Président de l'UIP, car mon mandat s'achève avec cette Assemblée. Je suis certain qu'elle restera dans nos esprits à toutes et à tous.

Notre organisation a bien des motifs de satisfaction depuis qu'elle a vu le jour en 1889. Nous nous sommes efforcés de garder toute sa vigueur à la vision de ses fondateurs. Nous sommes passés d'une poignée de parlementaires européens à l'origine, à un panel de 164 parlements nationaux, sur tous les continents. A cette Assemblée, nous accueillerons encore deux nouveaux Membres en notre sein : la République de Guinée et Madagascar. Il semble donc que nous nous approchions plus que jamais de l'universalité à laquelle nous aspirons.

Partout dans le monde, nous promovons la démocratie – une démocratie endogène, semée et cultivée sur place. Nous soutenons les parlements et la démocratie aux échelons national et international. Nous faisons en sorte de renforcer les capacités des parlements par des programmes nationaux d'assistance technique qui nous permettent d'accompagner les progrès et le changement démocratique. Nous avons également mis au point un certain nombre d'outils à l'usage des parlements : des guides parlementaires et des boîtes à outils, afin d'aider les parlementaires désireux de répondre davantage aux attentes de leurs électeurs. Les critères pour parlements démocratiques, les guides d'auto-évaluation et autres outils sur le travail des parlements et leur sensibilité au genre que nous avons conçus ont tous pour objectif d'aider les institutions parlementaires à renforcer leur assise et à gagner en efficacité.

Nous nous sommes dotés pour la première fois d'une Stratégie pour la période 2012-2017 et nous la mettons en œuvre dans chacun des domaines de notre activité. Nous

avons publié avec le PNUD le premier *Rapport parlementaire mondial*, qui traite de l'un des défis les plus pressants auxquels les parlements sont confrontés aujourd'hui, à savoir leur relation avec les citoyens et ce qu'ils peuvent faire pour répondre davantage à leurs besoins et leurs attentes. Nous avons aussi adopté un *Plan d'action pour parlements sensibles au genre* – une première – et ce que nous avons appelé le *Communiqué de Quito*, qui repose sur l'idée que le développement économique n'est pas une fin en soi et qu'il faut se soucier davantage du bien-être au sens large, dont la gouvernance démocratique est un fondement essentiel.

Nous bâtissons jour après jour un solide partenariat stratégique avec l'ONU et travaillons sur un nouvel accord de coopération qui permettrait d'asseoir plus solidement la relation qui unit nos deux institutions. Je salue une fois encore la présence en ces lieux du Directeur général de l'ONU Genève, M. Michael Møller, qui est depuis des années un fervent défenseur de l'UIP. Nous avons pu nouer avec lui un dialogue étroit en vue de la Quatrième Conférence mondiale des Présidents de parlement que nous organisons l'année prochaine et nous attendons avec intérêt la suite des événements.

Mesdames, Messieurs,

Nous devons reconnaître que malgré tous nos efforts pour favoriser le dialogue et le règlement pacifique de conflits, la démocratie va visiblement mal. Il suffit de regarder autour de nous : la guerre, les conflits et le terrorisme font rage en Iraq, en Palestine, en Syrie, en Ukraine, en République centrafricaine et la liste n'est pas finie. Il y a de fortes chances d'ailleurs que vous choisissiez l'un de ces sujets pour en débattre comme point d'urgence durant cette Assemblée.

Ainsi, si notre organisation peut s'enorgueillir de bien des choses qu'elle a accomplies, nous ne devons pas nous laisser aller à la complaisance et prendre la démocratie pour acquise. La démocratie est un travail au long cours et même animés des meilleures intentions, il nous arrive à tous de trébucher. Nous ne sommes pas infaillibles. Mais nous devons néanmoins rester fidèles à nos idéaux et nos principes en tout temps et ne jamais transiger avec nos valeurs essentielles. Même lorsque tout espoir semble perdu et que la situation peut paraître désespérée, il ne faut jamais renoncer à la possibilité de la négociation.

Je suis particulièrement heureux du thème qui a été choisi pour le débat général de cette Assemblée, à savoir ***Instaurer l'égalité entre hommes et femmes et mettre fin à la violence faite aux femmes***. C'est un sujet qui me tient à cœur et que je me suis efforcé de mettre en avant tout au long de mon mandat à la présidence de l'UIP. Mon souhait est qu'ensemble nous parvenions à braquer les projecteurs sur ce fléau qui n'épargne aucun pays et qu'à travers nos débats, nous trouvions des moyens de le combattre efficacement sur le front parlementaire.

Mais comment se fait-il que nous débattions de l'égalité des sexes en 2014 à une Assemblée de l'UIP, alors que nos écrans de télévision sont envahis par les images de guerre et de terreur ? Est-ce vraiment une priorité de l'agenda mondial ? La réponse est assez simple : oui, parce que l'égalité entre hommes et femmes n'est pas un sujet isolé. Pour instaurer vraiment la paix et la sécurité dans le monde, éradiquer la faim et la pauvreté et parvenir au développement durable, il faut commencer par traiter ce problème.

En 2015, nous tournerons la page des Objectifs du Millénaire pour le développement et nous célébrerons également les vingt ans du Plan d'action de Beijing. Le moment sera alors venu de faire le bilan des progrès accomplis, d'identifier les carences

restant à combler et de réaffirmer notre volonté de faire de l'égalité entre hommes et femmes une réalité. Or, notre engagement est nécessaire, mes chers collègues, car, c'est triste à dire, mais il n'est pas aujourd'hui un pays, pas un, qui puisse se targuer d'avoir réussi à instaurer cette égalité. Qu'il s'agisse d'égalité des droits ou d'égalité des chances, que ce soit dans le domaine de la politique, dans celui de l'économie, du travail, des richesses, de la santé, etc., pas un pays n'a atteint l'objectif.

Le fait qu'aujourd'hui les femmes ne représentent que 21,8 % des parlementaires à travers le monde prouve combien les progrès accomplis sont maigres. Le fait qu'à travail égal, les femmes continuent à être systématiquement moins payées que les hommes n'est pas acceptable. Nous ne pouvons pas non plus accepter que les femmes ne jouissent pas des mêmes droits que les hommes. Les inégalités entre hommes et femmes limitent le progrès de nos pays. En effet, empêcher l'épanouissement et le bien-être de la moitié de notre population équivaut à se priver d'une jambe. Ce combat pour l'égalité des sexes doit donc être une priorité pour chacun de nous – hommes et femmes – et je ne puis que vous inviter tous à y prendre part. J'en appelle en particulier à mes collègues hommes, afin qu'ils renforcent leur action et s'associent à la campagne de l'ONU qui s'intitule *He for she* (autrement dit "Il pour elle").

Sous les inégalités entre hommes et femmes se cachent des rapports de force inégaux qui créent un terreau fertile pour le deuxième volet du thème que nous avons choisi, à savoir la violence faite aux femmes.

Les chiffres sont alarmants : à l'échelle mondiale six femmes sur dix seraient victimes de violence physique et/ou sexuelle à un moment ou un autre de leur vie; une femme sur cinq serait victime de viol ou de tentative de viol; 35 % des femmes qui se font tuer dans le monde le sont par leur partenaire intime; un tiers des filles de pays en développement seront mariées avant leurs 18 ans et elles sont 3,3 millions à risquer de subir une mutilation génitale. Enfin, 50 % des agressions sexuelles visent des filles de 15 ans voire moins. Et derrière ces chiffres se cachent des vies humaines, des vies de femmes et de filles qui ne seront plus jamais les mêmes.

Il s'agit là d'un problème mondial qui n'épargne aucun pays et que nous ne pouvons tolérer plus longtemps.

La violence à l'égard des femmes est une violation patente des droits les plus fondamentaux des femmes et j'engage chacun de vous – hommes et femmes – à dénoncer ce fléau avec la plus grande fermeté. La seule attitude possible est la tolérance zéro. Chaque fille, chaque femme dans le monde est la fille, la sœur ou la mère de quelqu'un. Aimons-les et protégeons les toutes autant qu'elles sont.

Or, le changement commence par un changement de mentalités. Il nous appartient à nous, parlementaires, de faire changer les mentalités et de veiller à ce que cette violence ne soit tolérée sous aucun prétexte. Nous devons nous unir – femmes et hommes - contre les inégalités qui nous séparent et contre la violence faite aux filles. Nous devons être des agents du changement et faire évoluer nos sociétés respectives en abordant la question dans nos parlements et en sensibilisant nos électeurs.

En tant que parlementaires, nous avons le pouvoir de bâtir un cadre juridique solide pour prévenir la violence, protéger les femmes, faire en sorte que les agresseurs soient traduits en justice et fournir aux victimes des services appropriés pour leur permettre de reconstruire leur vie. Nous devons prendre des lois contre la violence dont elles sont victimes, élargir la définition du viol, criminaliser les trop fameux

"crimes d'honneur" et les mariages d'enfants, sanctionner lourdement les violeurs et nous assurer que les victimes de la violence obtiennent justice et réparation.

Et bien sûr, nous devons veiller à ce que ces lois soient mises en œuvre, et voter pour ce faire des crédits suffisants. J'attends avec intérêt de vous entendre tous nous parler des stratégies qui ont été mises en place dans vos pays pour combattre la violence faite aux femmes. Et je vous invite toutes et tous à la cérémonie de remise du World Future Policy Award qui se tiendra durant notre assemblée, pour récompenser les politiques les plus probantes de lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles.

Pour revenir à la question de l'égalité, je voudrais rappeler que l'UIP fait ce qu'elle dit. Non seulement nous avons atteint la parité dans nos structures internes, mais je suis fier de dire que les femmes sont même désormais plus nombreuses que les hommes à tous les niveaux et dans tous les domaines au Secrétariat de l'UIP – que ce soit dans les services généraux, aux postes de cadres et aux fonctions directoriales. De même, ce n'est un secret pour personne, deux des quatre candidats en lice pour la présidence de l'UIP sont des femmes. Mathématiquement, cela veut dire qu'il y a 50 % de chances pour que mon successeur soit une femme. Il y a longtemps en effet que nous avons crevé le fameux plafond de verre à l'UIP.

Je suis fier de dire aussi que nous avons fait du Forum des jeunes parlementaires un organe statutaire de notre organisation. Cette décision s'inscrit dans le cadre de nos efforts pour promouvoir des parlements inclusifs, représentatifs de tous les secteurs de la société, y compris des groupes minoritaires tels que les peuples autochtones, les personnes handicapées et les jeunes. Nous venons de clore la Première Conférence mondiale des jeunes parlementaires, qui s'est tenue en ces murs il y a quelques jours à peine. Je sors de cette réunion avec une nouvelle énergie et un certain dynamisme. Certains des parlementaires les plus jeunes ici présents y ont participé et pourront vous dire que cette rencontre a été une réussite et quelle source de fierté elle représente.

Mes chers collègues,

2014 aura été une année de changement pour notre organisation. Elle a marqué la fin d'une époque avec le départ d'un Secrétaire général et l'arrivée d'un autre en la personne de Martin Chungong, assis à côté de moi, qui a marqué une nouvelle page dans l'histoire à bien des égards lors de son élection à la dernière Assemblée. Les changements ne sont pas terminés et je me réjouis à l'idée de passer le flambeau à un nouveau Président ou une nouvelle Présidente le 16 octobre. Je suis certain qu'avec votre soutien, mon successeur emmènera l'UIP vers de nouveaux sommets. Malgré des ressources limitées, l'UIP recèle des possibilités immenses.

Je vous souhaite des délibérations fructueuses et déclare à présent ouverte la 131^{ème} Assemblée de l'UIP.

Je vous remercie.